

FORUM DE PARIS SUR LA PAIX

Association loi 1901

164 Rue de Vaugirard

75015 PARIS

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION Forum de Paris sur la Paix

Association loi 1901

SIREN : 838 383 081

164 Rue de Vaugirard

75015 PARIS

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale,

Mesdames et Messieurs les membres,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Forum de Paris sur la Paix relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Nous nous sommes assurés de la correcte détermination des contributions et des subventions à partir de l'analyse des conventions.
- Nous avons porté une attention particulière au respect du principe comptable de séparation des exercices

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les rapports sur la gestion du conseil exécutif, sur la situation financière et morale de l'association et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil exécutif.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre ;

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 14 mars 2025

David Abastado
Commissaire aux comptes



COMPTES ANNUELS

en euros

ASSO FORUM DE PARIS SUR LA PAIX

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan au 31/12/2024

164 rue de Vaugirard
75015 PARIS

SIRET : 83838308100034

NAF : 9499Z

Sommaire

Dossier - page de garde	1
Sommaire	2
BILAN	
Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
COMPTE DE RÉSULTAT	
Compte de résultat	5
Compte de résultat (Suite)	6
ANNEXE	
Présentation et faits caractéristiques de l'exercice I	7
Présentation et faits caractéristiques de l'exercice II	8
Règles et méthodes comptables	9
Etat des immobilisations	11
Etat des amortissements	12
Etat des provisions et dépréciations	13
Etat des créances et dettes	14
Charges à payer et produits à recevoir	15
Produits et charges constatés d'avance	16
Engagements financiers	17
Variation des fonds propres art.431-5	18

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	28 120	11 150	16 970	26 343
Autres immobilisations incorporelles	51 184	24 796	26 388	94 080
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	212 940	91 091	121 849	164 437
Autres immobilisations corporelles	97 700	68 044	29 656	27 957
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	153		153	153
Prêts				
Autres immobilisations financières	13 050		13 050	13 050
TOTAL I	403 146	195 081	208 065	326 020
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 618 505		3 618 505	1 991 663
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 714 414		2 714 414	1 737 764
Charges constatées d'avance	20 925		20 925	12 349
TOTAL III	6 353 844		6 353 844	3 741 777
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	6 756 990	195 081	6 561 910	4 067 796

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	39	90
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 363 170	2 705 333
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	636 814	591 667
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	4 513 419	7 876 864
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	26 000	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	105	48
TOTAL I	7 539 547	11 174 002
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	3 702 333	7 105 436
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	261 903	251 603
Salaires et traitements	2 345 938	2 317 878
Charges sociales	959 241	938 589
Dotations aux amortissements et dépréciations	134 634	139 862
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	4 916	7 219
TOTAL II	7 408 965	10 760 586
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	130 582	413 416
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	13	10
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	13	10
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	13	10
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	130 595	413 426

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		25 000
Sur opérations en capital	6 720	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	6 720	25 000
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	35 636	42 850
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	11 115	11 669
TOTAL VI	46 751	54 519
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-40 031	-29 519
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	7 546 280	11 199 012
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	7 455 716	10 815 105
EXCÉDENT OU DÉFICIT	90 564	383 907

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		57 743
Prestations en nature	222 958	591 705
Rénévolat	39 522	88 740
TOTAL	262 480	738 188
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		57 743
Prestations en nature	222 958	591 705
Personnel bénévole	39 522	88 740
TOTAL	262 480	738 188

Annexe

ANNEXE

Description de l'objet, des activités et des moyens mis en œuvre

Le Forum de Paris sur la Paix a pour objet de réunir chaque année des représentants d'Etats, des élus nationaux et locaux, des représentants d'organisations internationales et des acteurs de la société civile (organisations non gouvernementales, entreprises, syndicats, think tanks, experts, journalistes, médias, représentants religieux etc.) aux fins de promouvoir la paix.

La réflexion et l'action portent notamment sur l'organisation du monde et la gouvernance mondiale.

La réunion annuelle aborde en particulier les thèmes suivants :

- Paix & Sécurité.
- Développement.
- Environnement.
- Nouvelles technologies.
- Économie inclusive.
- Culture & Éducation.

Le Forum de Paris sur la Paix est à la fois une plateforme et un acteur.

UN ÉVÈNEMENT QUI MOBILISE LES PARTIES PRENANTES POUR L'ACTION COLLECTIVE

Tous les ans, le Forum de Paris sur la Paix met la gouvernance mondiale à l'agenda des dirigeants et de l'opinion publique. En novembre à Paris, il invite des organisations publiques et privées du monde entier à exposer leurs projets de gouvernance.

Ces projets sont présentés sous forme de stands et font l'objet de débats avec des dirigeants, des élus, des experts et d'autres interlocuteurs.

Cet événement annuel est également une plateforme de lancement d'initiatives structurantes : de nouveaux instruments normatifs ou organisationnels qui ont un impact direct sur la gouvernance mondiale. Plus largement, le Forum est un lieu de dialogue et de coopération autour des solutions de gouvernance mondiale. C'est aussi un espace de networking, de rencontres bilatérales, et de médiations.

UN DISPOSITIF POUR FAIRE AVANCER LES PROJETS DE GOUVERNANCE LES PLUS PROMETTEURS

Tout au long de l'année, le Forum de Paris sur la Paix soutient dix projets de gouvernance sélectionnés parmi ceux présentés à l'événement. Le Forum apporte à ces projets un appui sur mesure pour leurs activités de plaidoyer, de communication, et de développement organisationnel. Ce soutien est mis en œuvre par le Comité de suivi, un groupe constitué de dix personnalités reconnues dans leur domaine d'activité et assistées dans leurs tâches par le Secrétariat du Forum de Paris sur la Paix.

Faits caractéristiques d'importance significative

Dans le contexte d'un calendrier parisien particulièrement chargé en 2024, avec l'anniversaire du débarquement, les Jeux olympiques et paralympiques, mais aussi le Sommet de la Francophonie, cette édition s'est tenue exceptionnellement dans un format différent et plus exclusif.

Le Forum annuel 2024 a été conçu comme faisant partie d'une séquence d'événements comprenant la réunion de printemps du Forum en juin au Maroc, les sessions cyber et IA en marge de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre, le World Health Summit en octobre, la COP29 et les préparatifs du Sommet IA prévu en février 2025, ainsi que le Sommet Nutrition for Growth (N4G) qui se tiendra en mars 2025.

Cette année, le Forum s'est déroulé dans un format légèrement différent :

- Le 11 novembre, dans un nouveau lieu emblématique, le Palais de Chaillot, juste en face de la Tour Eiffel, avec un programme de panels, tables rondes, spotlights et un cocktail de fin pour permettre à tous les participants de se rencontrer,
- Les 10, 12 et 13 novembre, avec une série d'événements thématiques et de dîners organisés par le Forum et des organisations partenaires dans tout Paris. Cela a permis d'offrir un large éventail de perspectives et de solutions sur les questions de gouvernance mondiale.

Quelques chiffres relatifs à cette septième édition :

- Plus de 1 400 participants étaient présents, représentant notamment des ONG, entreprises, agences de développement, fondations, organismes philanthropiques, groupes religieux, associations, think tanks, et universités.
- 20 projets apportant des solutions concrètes face aux défis contemporains ont été présentés.
- 157 intervenants de haut niveau venant de 44 pays différents ont participé à des débats multi-acteurs et interactifs au cours de 34 sessions.
- 12 dîners 10-10-10 ont rassemblé quelque 140 dirigeants, décideurs et experts influents pour des discussions thématiques de haut niveau.
- 26 événements thématiques à travers Paris les 12 et 13 novembre, réunissant environ 1 000 participants issus d'un large éventail de secteurs et d'horizons.

Préalablement à cette édition, le Forum de Paris sur la paix a tenu pour la première fois sa réunion de printemps à l'étranger, à l'Université Mohammed VI Polytechnique de Benguerir, au Maroc. La réunion de printemps de 2024 a réuni plus de 300 personnalités du monde entier autour du thème « Fair transition ». Ce thème a permis d'explorer les moyens d'améliorer la gouvernance d'une transition verte et inclusive à travers les points suivants :

- Des solutions pour renforcer la résilience des systèmes agricoles et agroalimentaires, en adaptant la production au changement climatique et aux besoins démographiques mondiaux.
- Une transition énergétique verte qui répond aux besoins des pays en développement tout en donnant la priorité à la réduction de la pauvreté.
- Tirer les leçons de la distribution inégale des vaccins Covid-19 pour s'assurer que les futures négociations du traité sur les pandémies incluent le principe du partage équitable des bénéfices.

En 2024, le Forum a également continué de développer le département des initiatives politiques, afin de travailler toute l'année à l'amélioration de la gouvernance mondiale. Ainsi l'équipe a, notamment, continué de réunir les comités consultatifs mis en place précédemment et de développer de nouvelles coalitions dans ses quatre programmes sectoriels (Technologies émergentes, Enfance et ODD, Nutrition et Agriculture, Minéraux et Environnement). De plus, des livrables substantiels comprenant des recommandations concrètes ont pu être publiés et le Forum a pu être représenté sur ces thèmes à de nombreux événements de l'agenda international tel que la 79^{ème} édition de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

A son actif on peut compter :

- Le Global Council for Responsible Transition Minerals a finalisé et adopté les principales recommandations de son premier rapport intermédiaire ;
- La tenue d'une journée de travail et d'un dîner African Voices réunissant 10 personnalités africaines a permis de déboucher sur des recommandations concrètes visant à aligner les politiques d'aide au développement de la France sur les réalités africaines et à promouvoir des partenariats significatifs ;
- La publication de l'article "*Beyond Business as Usual: Lessons from FIFA for Fair Benefit-Sharing in Global Health*" dans le Health Affairs Scholar.
- La publication du premier document d'orientation de la Climate Overshoot Commission, intitulé "*Reducing the Risks of Climate Overshoot*" (Réduire les risques de dépassement climatique), qui met l'accent sur une approche globale pour faire face aux risques climatiques, y compris les effets sur la santé.
- La convocation d'un groupe d'experts indépendants sur la nutrition et la publication de recommandations prioritaires sur les investissements politiques et financiers essentiels dans le domaine de la nutrition, en vue du Sommet N4G à Paris en 2025 ;
- La tenue de 5 événements lors de l'assemblée des Nations Unies ;
- Le lancement d'ATI.AS (Agricultural Transitions Lab for African Solutions), une plateforme multipartite visant à transformer l'agriculture africaine pour relever les défis démographiques et climatiques.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, mise à jour par le règlement ANC n° 2022-04.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Séparation des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Evènements postérieurs à la clôture :

Aucun élément significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- | | |
|----------------------------------------|--------|
| • Autres immobilisations incorporelles | 3 ans, |
| • Matériel industriel | 5 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 3 ans, |
| • Mobilier | 5 ans. |

La plateforme numérique dont l'association a fait l'acquisition en 2020 pour la réalisation de son évènement annuel fait l'objet d'un amortissement variable sur la base des unités d'œuvre. L'unité d'œuvre choisie correspond à l'évènement annuel organisé par l'association. La plateforme numérique est amortie sur 3 unités d'œuvre.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et au taux de conversion en vigueur à la clôture de l'exercice pour les créances en devises. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir, ainsi que des contributions des partenaires à recevoir.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice s'élève à 39 522 € dont :

- 16 018 € correspondant au temps bénévole des membres du Conseil exécutif de l'association. Le temps bénévole des membres du Conseil exécutif est valorisé en fonction du nombre d'heures dédiées aux réunions des instances de gouvernance de l'Association et sur la base d'un taux horaire chargé équivalent pour des fonctions similaires.
- 23 504 € correspondant à la valorisation des activités des bénévoles en appui de l'équipe opérationnelle lors de la 7^{ème} édition du Forum de Paris sur la Paix. Ces activités font l'objet d'une estimation de 735 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 32€/heure correspond à un montant de 23 504 euros.

L'association bénéficie également de prestations en nature pour un montant de 222 958 euros.

Les prestations en nature ont été valorisées sur la base des valorisations communiquées par les tiers fournissant ces prestations.

Subventions octroyées

Au cours de l'exercice 2024, des subventions d'exploitation ont été octroyées pour un montant total de 2 342 670 euros dont :

- Europe : 1 000 000 euros
- Etat : 1 272 670 euros
- Intercommunalités : 20 000 euros
- Gouvernements étrangers : 50 000 euros

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger



Forum de Paris sur le Pacifique Détails des contributions par pays - 2024			
------------------------------------------------------------------------------	--	--	--

Pays	Somme de Total des contributions 2024	Somme de Contributions financières	Somme de Contributions en nature	Somme de Total des contributions 2023
Allemagne	303 481 €	303 481 €	- €	150 000 €
Emirats Arabes Unis	150 000 €	150 000 €	- €	120 000 €
Espagne	50 000 €	50 000 €	- €	50 000 €
Etats-Unis	2 641 259 €	2 623 259 €	17 999 €	5 500 443 €
Europe	- €	- €	- €	1 000 000 €
Finlande	10 000 €	10 000 €	- €	- €
France	1 752 173 €	1 628 650 €	123 523 €	2 772 817 €
Japon	150 000 €	150 000 €	- €	- €
Maroc	500 000 €	500 000 €	- €	500 000 €
Mexique	- €	- €	- €	15 000 €
Nouvelle-Zélande	- €	- €	- €	20 000 €
Pays-Bas	250 000 €	250 000 €	- €	150 000 €
Portugal	300 000 €	300 000 €	- €	- €
Qatar	230 000 €	230 000 €	- €	149 958 €
République populaire de Chine	91 000 €	- €	91 000 €	91 000 €
Royaume-Uni	1 27 533 €	97 533 €	30 000 €	533 529 €
Singapour	- €	- €	- €	300 000 €
Suisse	- €	- €	- €	500 000 €
Union européenne	1 000 000 €	1 000 000 €	- €	- €
Total général	7 755 363 €	7 492 903 €	262 460 €	11 957 719 €

Cette liste a été établie à partir des conventions saisies en comptabilité et de l'origine du partenaire

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes apparaissant dans le compte de résultat au 31/12/2024 s'élèvent à 15 000 euros.

Effectif moyen

L'effectif moyen de l'association est de 35 personnes en 2024 selon la méthode de calcul définie par l'article D. 123-200 du Code de commerce.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, nous vous informons qu'il n'y a pas eu de rémunérations versées en 2024 aux dirigeants qui sont bénévoles.

Engagements en matière de retraite

Compte tenu du turnover, du nombre de salariés et de l'âge de l'effectif ; les engagements en matière de retraite ne sont pas significatifs.

Charges et produits exceptionnels

Cette somme correspond à la sortie d'immobilisations mises au rebut sur l'exercice et à des pénalités liées aux cotisations sociales.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	270 487		7 900
TOTAL	270 487		7 900
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations :			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage	212 940		
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	102 077		19 895
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	315 017		19 895
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés	153		
Prêts et autres immobilisations financières	13 050		
TOTAL	13 203		
TOTAL GÉNÉRAL	598 707		27 795

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		199 083	79 304	
TOTAL		199 083	79 304	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations :				
- Gales, agencts et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage			212 940	
- Gales, agencts et aménagt. divers				
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier		24 272	97 700	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL		24 272	310 640	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés			153	
Prêts et autres immobilisations financières			13 050	
TOTAL			13 203	
TOTAL GÉNÉRAL		223 355	403 146	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	150 064	144 793	258 911	35 946
TOTAL	150 064	144 793	258 911	35 946
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	48 503	74 529	31 941	91 091
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	74 120	32 465	38 541	68 044
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	122 623	106 994	70 482	159 135
TOTAL GÉNÉRAL	272 687	251 787	329 393	195 081

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à écaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
Provisions pour : - Reconstitution des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
Provisions pour : - Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II				

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations : - Incorporelles				
- Corporelles				
- Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation	26 000		26 000	
TOTAL III	26 000		26 000	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	26 000		26 000	
- D'exploitation			26 000	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	13 050		13 050
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçus sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	2 510	2 510	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	56	56	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	3 615 939	2 715 939	900 000
Charges constatées d'avance	20 925	20 925	
TOTAL	3 652 480	3 639 430	13 050

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	765 996	765 996		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	99 231	99 231		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	250 153	250 153		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	100 144	100 144		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	4 178 709	4 178 709		
TOTAL	5 394 232	5 394 232		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	125 084	1 128 087
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	155 012	158 399
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		6 720
Autres dettes		
TOTAL	280 096	1 293 206

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	3 602 427	1 996 539
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	3 602 427	1 996 539

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	4 178 709	738 616
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		4 178 709	738 616

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	20 925	12 349
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		20 925	12 349

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Indemnités de départ en retraite	
Emprunts (intérêts restant à courir)	
Crédit-bail : - Mobilier	
- Immobilier	
Autres engagements	750 000
TOTAL	750 000

Les autres engagements pour 750 000 € correspondent à l'engagement Dailly (hors découvert).

Les engagements en matière de retraite et avantages similaires n'ont pas fait l'objet d'une provision car ils sont négligeables.

Engagements reçus	Montant en Euros
TOTAL	

Commentaires : néant

Variation des fonds propres art.431-5
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	693 206	383 907			1 077 113
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	383 907	-383 907	90 564		90 564
Situation nette	1 077 113		90 564		1 167 677
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 077 113		90 564		1 167 677

Commentaires : néant